



AFRIQUE/KENYA - Après les violents affrontements ayant fait plus de 100 morts, les églises chrétiennes demandent au gouvernement d'intervenir

Nairobi (Agence Fides) – Les églises chrétiennes ont lancé un appel au gouvernement du Kenya afin qu'il garantisse la sécurité dans le district de la rivière Tana (Tana River District), en proie à de violents affrontements entre bergers et agriculteurs. Les dernières violences remontent à Dimanche, 9 septembre, lorsque, au cours de représailles d'une communauté locale contre une autre, 38 personnes ont été tuées dont 9 agents de police. Cette attaque fait passer à 111 le total des personnes mortes suite aux affrontements entre les communautés Pokomo et Orma.

Selon ce qu'indique l'agence catholique CISA de Nairobi, dans une déclaration conjointe intitulée « Que le gouvernement gouverne », le Conseil national des églises du Kenya (NCCCK) et l'Alliance évangélique du Kenya (EAK) affirment : « En tant que partie de la communauté chrétienne au Kenya, nous sommes profondément troublés par le fait que des kenyans soient impunément tués et que des propriétés et du bétail fassent l'objet de saccages. Nous trouvons incompréhensible que plus de 100 kenyans aient été tués dans le district de la rivière Tana au cours des trois dernières semaines sans que le gouvernement n'ait été en mesure ou sans qu'il soit déterminé à y ramener la sécurité » affirme la déclaration.

Outre à demander à ce que les responsables des crimes soient poursuivis et que les mesures de sécurité dans la zone soient renforcées, les responsables chrétiens invitent le gouvernement à affronter les causes profondes de la violence, comme par exemple la délimitation de la frontière entre la rivière Tana et le comté de Garissa, et à résoudre le problème de l'eau qui se trouve au centre de la crise, garantissant aux bergers l'accès à la rivière pour abreuver leur bétail. La déclaration avertit enfin que, si le conflit dans cette zone n'était pas résolu, viendrait à se créer un précédent dangereux pour d'autres régions du pays où existent des problèmes latents, incitant les populations à se faire justice par elles-mêmes. (L.M.) (Agence Fides 13/09/2012)